COLLEGE DOCTORAL PAYS DE LA LOIRE
ED SOCIETES TEMPS TERRITOIRES

Nantes Université (2)

Dépôt de thèse
le 21 mars 2025

Scolarité Humanités

THÈSE DE DOCTORAT

NANTES UNIVERSITE

ECOLE DOCTORALE N° 604
Sociétés, Temps, Territoires
Spécialité : Histoire

Par Julien LONG

« *Boza !* Brûler les mers et les déserts pour conjurer le destin»

« Déplacements juvéniles face à l'évolution de la configuration institutionnelle en protection de l'enfance en Seine–Saint-Denis – 1989 à 2019 »

Thèse présentée et soutenue à Nantes, le 20 mai 2025
Unité de recherche : CRHIA - UR 1163

Rapporteurs avant soutenance :

Catherine Withol de Wenden, Directrice de recherche émérite CNRS, Science-Po CERI
Mathias Gardet, Professeur des Universités, Université Paris 8

Composition du Jury :
Attention, en cas d'absence d'un des membres du Jury le jour de la soutenance, la composition du jury doit être revue pour s'assurer qu'elle est conforme et devra être répercutée sur la couverture de thèse

Président :	Prénom Nom	Fonction et établissement d'exercice (8)*(à préciser après la soutenance)*
Examinateurs :	Yasmine Bouagga	Chargée de recherche ENS Lyon
	Catherine Wihtol de Wenden	Directrice de recherche émérite CNRS- CERI Science Po
	Mathias Gardet,	Professeur des Universités, Université Paris 8
Dir. de thèse :	Michel Catala	Professeur des Université, Nantes Université
Membres invités :		
Co-dir. de thèse :	Pierre Monforte	Associate professor, University of Leicester (Royaume-Uni)
Co-encadrant :	Estelle D'HALLUIN	Maîtresse de conférences, Nantes Université

Titre : « *Boza !* Brûler les mers et les déserts pour conjurer le destin »

Mots clés : Migration juvénile, mineurs non accompagnés, protection de l'enfance

Résumé : Cette thèse explore la genèse et l'institutionnalisation de la catégorie « mineur non accompagné » (MNA) en France, entre la fin du XXe siècle et le début du XXIe siècle, au prisme de l'évolution des modèles de migrations juvéniles.
Ce travail démontre que l'émergence de cette catégorie ne résulte pas tant de nouvelles formes de mobilité juvénile mais plutôt d'une reconfiguration des cadres juridico-administratifs internationaux, européens et nationaux, marquée par la Convention internationale des droits de l'enfant (1989) et le durcissement des politiques migratoires européennes. Ces deux objectifs contradictoires génèrent une tension entre les compétences de l'État en termes de migration et celles des départements pour la protection de l'enfance. Ces tensions accroissent la visibilité des jeunes étrangers sans famille et accompagnent une hésitation institutionnelle, marquant un dissensus important au sein de l'autorité publique.
Basée sur les archives de la Seine–Saint-Denis, l'étude montre comment des acteurs locaux (travailleurs sociaux, magistrats, associations) ont façonné un dispositif hybride qui combine protection de l'enfance et contrôle migratoire. Elle met en lumière l'arbitrage opéré autour de certains profils (demandeurs d'asile, victimes d'exploitation) au détriment d'autres (errants, délinquants. Pour autant, cette recherche observe une continuité des profils de jeunes isolés étrangers, observés tout au long du XXe siècle. Elle prend en compte les relations entre l'autorité publique, l'enfant et ses parents, qui composent la configuration institutionnelle. Contrairement à une chronologie admise, c'est l'année 2007 qui marque une rupture tant dans la spécialisation des dispositifs que dans l'émergence de nouvelles formes de mobilité. Enfin, elle interroge les effets paradoxaux de ces politiques qui institutionnalisent une protection segmentée, reproduisant des technologies du contrôle migratoire et provoquant un désajustement entre la recherche de réaffiliation par le déplacement du jeune et l'effacement éducatif que ce dispositif dérogatoire entraîne.

Title : "Boza! Burn the seas and deserts to avert fate!"

Keywords : Unaccompanied minors, child protection, migration policies, institutional arbitration

Abstract : This thesis explores the genesis and institutionalization of the category of "unaccompanied minors" (mineurs non accompagnés, MNA) in France from the late 20th to the early 21st century, through the lens of evolving models of juvenile migration. It argues that the emergence of this category stems not from new forms of youth mobility but rather from a reconfiguration of international, European, and national legal-administrative frameworks, shaped by the International Convention on the Rights of the Child (1989) and the hardening of European migration policies. These contradictory imperatives create tension between the state's migration control responsibilities and the departments' child protection mandates, amplifying the visibility of unaccompanied foreign youth and exposing institutional hesitancy—a profound dissensus within public authority.
Drawing on archives from Seine-Saint-Denis, the study demonstrates how local actors (social workers, magistrates, NGOs) shaped a hybrid system intertwining child protection and migration control. It highlights the institutional prioritization of certain profiles (asylum seekers, victims of exploitation) over others (homeless youth, delinquents), while underscoring the continuity of unaccompanied foreign minors' characteristics observed throughout the 20th century. The analysis centers on the triadic relationship between public authority, the child, and their parents, which defines the institutional framework. Challenging established timelines, the year 2007 marks a turning point, both in the specialization of policies and the emergence of new mobility patterns. Finally, the thesis interrogates the paradoxical effects of these policies: while institutionalizing segmented protection, they reproduce migration control technologies and provoke a misalignment between youths' quest for social reaffiliation through migration and the erasure of educational support within this exceptional system.

COLLEGE DOCTORAL PAYS DE LA LOIRE
ED SOCIETES TEMPS TERRITOIRES
Nantes Université